

**ASSOCIATION SPF 59 - NORD**

**18-20 RUE CABANIS  
59007 LILLE CEDEX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS AU 31/12/2025**

Aux membres de la Fédération,

## 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération SPF 59 - Nord, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

## 2. FONDEMENT DE L'OPINION

---

### 2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et /notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession /de commissaire aux comptes.

### 2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » relative à la première application du règlement ANC N°2022-06 ainsi que la valorisation des contributions volontaires en nature.

Nous vous informons également que les données figurant dans la partie présentation de l'Association

n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

### 3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par le Comité Départemental, en vue de l'Assemblée Générale.

### 5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Comité Départemental.

## 6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité

du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS,

**Veronique BRAULT**

**Commissaire aux Comptes**

Signé par Veronique Brault  
Le 29 mai 2026

*Veronique BRAULT*

doc\_EvVK  
tx\_xyA45mDww1vP

# Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en <b>euros</b> Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	55 110	23 996	31 114	42 136
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	191 622		191 622	191 622
	Constructions	5 961 612	3 289 659	2 671 953	2 474 452
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 038 385	1 010 848	27 537	19 759
	Autres immobilisations corporelles	774 042	622 308	151 734	48 831
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				7 725
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	65 813		65 813	65 813
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	4 929		4 929	3 929
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>8 091 514</b>	<b>4 946 811</b>	<b>3 144 702</b>	<b>2 854 269</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières et autres approvisionnements	2 123		2 123	2 172
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises	1 512		1 512	32 569
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	813 639	10 000	803 639	971 477
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	354 392		354 392	301 738
	Charges constatées d'avance	34 696		34 696	27 421
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>	3 628 858		3 628 858	3 335 462
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	665 982		665 982	1 232 820
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>5 501 203</b>	<b>10 000</b>	<b>5 491 203</b>	<b>5 903 659</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>13 592 716</b>	<b>4 956 811</b>	<b>8 635 905</b>	<b>8 757 928</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an	70 742	69 742
(2) dont créances à plus d'un an		

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	4 564 496	4 564 496
	Fonds propres complémentaires		578 635
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	633 799	633 799
	Autres		
	Report à nouveau	2 151 088	1 436 807
	Excédent ou déficit de l'exercice	9 878	135 646
	Total des fonds propres (situation nette)	7 359 261	7 349 383
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	40 331	56 361
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	40 331	56 361
	Total des fonds propres	7 399 592	7 405 744
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	174 023	157 759
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	45 760	74 950
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	102 856	127 884
	Total des fonds reportés et dédiés	322 639	360 593
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	375 077	294 408
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	420 327	400 719
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	118 270	296 464
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	913 674	991 591
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		8 635 905	8 757 928
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		913 674	991 591
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	316 019	395 448
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 127 009	1 370 406
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 080 487	1 122 791
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	759 810	818 789
	Mécénats	365 227	157 643
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	964 496	1 101 222
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		148 559
	Utilisations des fonds dédiés	170 046	130 197
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	13 040	
	Autres produits	758 169	369 167
Total des produits d'exploitation		5 554 303	5 614 221
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks	31 057	942
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks	49	919
	Autres achats et charges externes	2 232 168	2 183 525
	Aides financières	720 993	614 490
	Impôts, taxes et versements assimilés	180 942	226 959
	Salaires	1 306 583	1 293 311
	Cotisations sociales	473 832	442 078
	Dotation aux amortissements et dépréciations	165 286	151 013
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	132 093	144 219
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	50 700	
	Autres charges	320 118	475 618
Total des charges d'exploitation		5 613 821	5 533 074
RESULTAT D'EXPLOITATION		(59 518)	81 147



## Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			(59 518)	81 147
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés		69 397	101 032
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des produits financiers			69 397	101 032
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées			
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des charges financières				
RESULTAT FINANCIER			69 397	101 032
RESULTAT COURANT avant impôts			9 878	182 179
	Produits exceptionnels			46 084
	Charges exceptionnelles			92 617
RESULTAT EXCEPTIONNEL				(46 533)
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			5 623 699	5 761 337
TOTAL DES CHARGES			5 613 821	5 625 691
EXCEDENT ou DEFICIT			9 878	135 646
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature			10 554 195	9 437 428
Prestations en nature			80 912	99 070
Bénévolat			1 062 330	712 115
TOTAL			11 697 437	10 248 614
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature			10 554 195	9 437 428
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations			80 912	99 070
Personnel bénévole			1 062 330	712 115
TOTAL			11 697 437	10 248 614

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

----

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **8 635 905** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 623 699** euros et un total **charges** de **5 613 821** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **9 878** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.  
Il a une durée de **12** mois.

## OBJET SOCIAL DE L'ENTITÉ ET PÉRIMÈTRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions. Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour. Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action.

Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

## MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

L'objet propre de la fédération consiste :

- à développer en permanence les structures et l'audience de l'association dans le département notamment par la création de comités régis selon la Loi du 1er Juillet 1901, mais aussi par la création d'antennes et groupes de travail.
- à favoriser le développement et la coordination des activités de solidarité des comités et antennes notamment en utilisant pour son département les moyens d'action décrits à l'article 2.
- à organiser une bonne circulation de l'information entre comités et l'association nationale du Secours populaire français.
- à favoriser l'application des décisions des congrès par les Comités.
- à soutenir les publications nationales.
- à faire parvenir à tous les donateurs par leurs comités locaux ou à défaut directement la carte annuelle éditée par l'association nationale du Secours populaire français.
- à demander au Secrétariat national et remettre les cartes officielles de collecteurs du Secours populaire français à toute personne qui recueille des dons en nature ou en espèces et/ou participe activement à l'organisation de la solidarité.

## **La fédération de Lille**

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

## **Les antennes : 13 en 2025**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

## **Les comités : 65 en 2025**

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

## **Les donateurs : 3936 en 2025**

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 3936 en 2025

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 36 en 2025

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

## AUTRES INFORMATIONS

### Informations sur l'entité qui établit les états financiers combinés (Art. 831-4)

Entité établissant les états financiers combinés de l'ensemble le plus grand d'entités dont l'entité fait partie en tant qu'entité contributrice

Secours Populaire France –  
Association Nationale

9 – 11 Rue Froissart 75 140 Paris

Inscription RNA : W751227400

## 1. Faits majeurs de l'exercice

L'année 2025 a été impactée par :

- l'organisation du Congrès départemental le 22/06/2025 à la Fédération de Lille
- l'organisation des 80 ans du SPF au Grand Palais à Lille le 04/12/2025

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 2. Principes, règles et méthodes comptables

### 2.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ le bilan,
- ♦ le compte de résultat,
- ♦ l'annexe.

### 2.2. Méthode générale

#### · Référentiel comptable utilisé

Les Comptes Annuels ont été établis et arrêtés conformément aux règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ANC 2022-06 du 6 novembre 2022 (complété des règlements ANC 2023-01 et ANC 2023-03) relatif à la modernisation des états financiers et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 (voir paragraphe Changement de méthode comptable).

Par ailleurs, le Secours Populaire Français dispose, pour la production de ses comptes annuels, d'un plan de compte général et analytique spécifiques et de règles de gestion propres, validées par son Conseil d'Administration et applicables à l'ensemble de l'Union ; dans le respect des réglementations comptables en vigueur.

#### · Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable applicable

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 2.3. Changement de méthode d'évaluation et de présentation

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

### · **Changement de réglementation - Première application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.**

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du Plan Comptable Général.

Les modalités de mise en œuvre de ce règlement, y compris les dispositions spécifiques à la première application, sont définies à l'article 27 dudit règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales informations nécessaires à la compréhension des changements de présentation induits par cette première application sur les états financiers de la Fédération du NORD sont les suivantes :

- Les cessions d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice 2025, pour un produit de cession de 13 040 € et une valeur nette comptable des immobilisations cédées 50 700,27 €, soit un impact net de 37 660,27 €, sont désormais comptabilisées dans le résultat courant, alors qu'elles étaient antérieurement présentées en résultat exceptionnel.

- Le montant de la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2025 pour un montant de 16 029,80 € est comptabilisée dans le résultat d'exploitation 2025 (alors qu'elle aurait été présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement).

- Au titre de l'exercice 2024, les charges et produits exceptionnels, précédemment présentés sur plusieurs lignes, ont été regroupés sur les lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles », sans réexamen de leur qualification au regard de la nouvelle définition issue du règlement ANC n° 2022-06.

Les comptes de transferts de charges relatifs à l'exercice 2024, figurant sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », concernent les avantages en nature et les remboursements de charges de personnel pour un montant de 25 183,99 €.

- À compter de l'exercice 2025, ces montants sont enregistrés dans les comptes 64 pour un montant de 19 553,82 € et présentés sur la ligne « Salaires et traitements ».

### · **Valorisation des contributions volontaires en nature**

Au regard de la décentralisation et de la particularité du Secours populaire français qui est avant tout une association de bénévoles avec des fonctions très diverses et notamment d'encadrement, le taux horaire a été revalorisé sur la base du SMIC horaire majoré de 50 % +

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

taux de charges sociales de 50 %. Cette nouvelle règle de gestion a été entérinée par le Conseil d'Administration du 12/11/2025. Auparavant, les heures de bénévolat étaient valorisées au SMIC chargé.

Valorisation du bénévolat selon l'ancienne méthode (A)	Valorisation du bénévolat à compter de l'exercice 2025 (B)	Ecart en euros (B)-(A)
785 719,11€	1 062 330,39€	276 611,28€

## 2.4. Durée de l'exercice et date de clôture

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

## 2.5. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est à dire prix d'achat et frais accessoires.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

La Fédération du Nord a appliqué la réglementation concernant les actifs et en particulier les immobilisations; ce qui l'a amené à pratiquer la décomposition de deux immeubles.

Sur l'exercice 2016 a été faite la distinction entre la valeur des terrains et celle des constructions.

En effet la valeur du terrain était jusqu'alors inclus dans le montant de la construction. Sans valeur inscrite dans l'acte notarié, a été retenue une estimation forfaitaire de 10% pour la valeur du terrain.

Ainsi les 3 terrains enregistrés en compte 211000 sont les suivants :

- Terrain Lezennes dépôt 1 pour 109 000 €

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Terrain Lezennes dépôt 2 pour 75 000 €

- Terrain Cabanis pour 7 623 €

Soit une valeur totale non amortissable de 191 622 € en compte 211000 Terrains qui a été retirée du compte 213100 Bâtiments.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

## Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	5 à 25 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

**Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :**

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	20 à 25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Etanchéité (enduit)	15 à 20 ans
Ravalement et amélioration	10 à 20 ans

**Dépréciation des immobilisations :**

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles se doit d'être comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non recouvrement.

## **2.6. Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances**

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 Février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2025 dans la rubrique engagements hors bilan.

### 2.7. Subventions d'investissements

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Au regard de la réforme comptable applicable au 1er janvier 2020, les subventions d'investissements qui étaient enregistrées antérieurement au 1er janvier dans le compte 1026 sont reprises selon le modèle suivant :

- ü Les subventions dont les biens sont complètement amortis ou sortis du bilan au 1er janvier ou dont la dernière annuité d'amortissement serait 2020 sont reprises par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.
- ü Les subventions restant à amortir sont reprises par le crédit du compte 1310 pour la totalité, les dotations d'amortissement antérieures reprises au débit du compte 1390 par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.
- ü Les montants qui auraient été enregistrés en compte 1026 « subventions non renouvelables » mais qui concerneraient des produits issus de mécénat ou de fondation et association sont, soit repris en compte de fonds dédiés si non complètement amortis, soit repris par le crédit du compte 1100 de report à nouveau.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment).

Les nouvelles règles de gestion concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ü Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ü Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans

ü Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

## 2.8. FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).  
La Fédération n'est donc pas concernée par cette rubrique.

## 2.9. Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds reportés et dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds reportés et dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association.

## 2.10. Provisions pour risques et charges

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

## **2.11. Indemnités de départ à la retraite**

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

## **2.12. Contributions volontaires en nature ou solidarité matérielle**

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ◆ Dons en nature neuf: nourriture, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ◆ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicité, activités sportives....
- ◆ Mise à disposition de locaux et de personnes.
- ◆ Bénévolat.

La Fédération bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées, en pied de compte de résultat pour un montant de 11 697 437 €.

### **Dons en nature et prestations gratuites :**

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, Etat etc), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans le bilan de solidarité matérielle.
- Les dons en nature :  
  
Compte-tenu de la part significative que représente la collecte de biens et articles

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

collectés par les bénévoles du SPF, leur valorisation est essentielle.

Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :

\*Au pied du compte de résultat – donc de son compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

\*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée.

## **Bénévolat :**

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées.

Les heures de bénévolat (39 743 heures) sont valorisées selon un taux horaire moyen

- ♦ Taux horaire moyen (26.73 € /heure)

## **Les mises à disposition :**

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans le bilan de solidarité matérielle pour le montant de la convention de mise à disposition.

Chaque structure indique la valeur réelle en euros de la mise à disposition.

## **Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :**

Elles ne sont pas valorisées.

### **2.13. Compte d'emplois des ressources**

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers  
Mécénat  
Legs, donations et assurances-vies  
Subventions  
Contributions financières des fondations et associations  
Autres ressources

## 2.14. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun

## 3 Informations complémentaires

### 3.1 Rémunérations des dirigeants

Les 3 plus hauts cadres dirigeants sont : le secrétaire général, le trésorier et le secrétaire départemental en charge de la vie associative. Les mandats d'élus étant bénévoles, ils ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.

Les rémunérations cumulées perçues par les dirigeants élus du comité départemental disposant d'un contrat de travail ne sont pas indiquées puisqu'elles concernent une seule personne.

### 3.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2025 s'élèvent à 27 427 Euros répartis de la manière suivante :

- mission de certification des comptes annuels : 10 968 €
- autres que la certification des comptes annuels : 16 459 €

### 3.3 Engagements hors bilan

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **3.3.1 Engagement pris en matière de retraite**

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 53 370,99 €.  
Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Méthode retenue :

- . Indemnité prévue par le code du travail
- . Taux d'actualisation : 3,96 %
- . Taux d'évolution : 1 %
- . Taux de rotation moyen sur 3 ans
- . Age de départ à la retraite : 64 ans

## **3.3.2 Crédit-bail**

Néant

## **3.3.3 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture**

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2025 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 129 633 €..

## **3.3.4 Engagement hors bilan sur assurances vies**

La fédération est bénéficiaire d'assurances-vie au 31/12/2025 pour un montant de 53 K€.

## **4 Informations relatives au bilan**

### **4.1 Actif**

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
- ✓ L'état des créances au 31/12/2025,

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- ✓ Les produits à recevoir,
- ✓ Le détail des charges constatées d'avance.

## 4.1.1. Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant

## 4.1.2. Donations temporaires d'usufruit

Néant

## 4.2 Passif

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ La variation des provisions,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer.

### 4.2.1. Variation des fonds propres



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Tableau de variation des fonds propres								
F59	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice 2025
En Euros	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	5 143 132	0	0	0	0	-578 635	0	4 564 496
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	633 799	0	0	633 799	0	-633 799	0	633 799
Report à nouveau	1 436 807	135 646	0	578 635	0	0	0	2 151 088
Excédent ou déficit de l'exercice	135 646	-135 646	0	9 878	0	0	0	9 878
<b>Situation nette</b>	<b>7 349 383</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 222 313</b>	<b>0</b>	<b>-1 212 434</b>	<b>0</b>	<b>7 359 261</b>
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	56 361			0		-16 030		40 331
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>7 405 744</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 222 313</b>	<b>0</b>	<b>-1 228 464</b>	<b>0</b>	<b>7 399 592</b>

## 4.2.2. Fonds dédiés et reportés

Exercice : 2025	En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
	Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
	Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	74 950	8 680	37 871	45 760
	Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	157 759	103 652	87 387	174 023
	Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	127 884	19 761	44 789	102 856
	<b>TOTAL</b>	<b>360 593</b>	<b>132 093</b>	<b>170 046</b>	<b>322 639</b>

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Suite à l'application du nouveau plan comptable, les rubriques « Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes » et « Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la Générosité du Public » comprennent des fonds dédiés spécifiquement liés à des investissements. Le tableau intègre en solde d'ouverture les retraitements afférents. Ces fonds dédiés seront repris au même rythme que l'amortissement pratiqué du bien immobilisé.

## 5 Informations relatives au compte de résultat

### 5.1 Ventilation par nature des produits d'activités

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie »,
- ✓ Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation ».

### 5.2 Effectif

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de : 42

Répartition des effectifs par catégorie :

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	29,50
Cadres et ingénieurs	7,67
Total	37,17

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel des comptes 2025 est inhérent à un (des) évènement(s) majeur(s) et inhabituel(s)

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel regroupe les produits et charges dont la nature ou la survenance ne relève pas de l'activité courante de l'entité.

Il est précisé que les produits et charges comptabilisés en résultat exceptionnel au cours de l'exercice se répartissent notamment entre les catégories suivantes :

- les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel ;
- les écritures comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables ;
- les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales ;

les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2025
Produits exceptionnels	0
Charges exceptionnelles	0

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 5.4 Subventions d'exploitation

En Euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	16 030
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	186 500
Subventions départementales	788 290
Subventions communales	79 185
Subventions des autres états publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	0
Subventions Publiques Diverses	5 780
Subventions emplois aidés	4 703
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 080 488</b>

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2025

### (VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2025 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Allemagne	10,00 €
Belgique	11 790,00 €
Grande-Bretagne	425,00 €
Luxembourg	200,00 €
Indonésie	1 500,00€
Pays-bas	320,00 €
Ukraine	150,00€

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 6 Autres informations

### 6.1 Contributions volontaires en nature

La fédération bénéficie de contributions volontaires en nature qui sont présentées en pied de compte de résultat pour un montant de 11 697 437 Euros.

Détail des contributions volontaires en nature de la fédération en France et dans le Monde en pages suivantes.

## 7 Compte d'emploi des ressources

Se reporter au tableau en page suivante.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2020 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

### COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

#### 7.1.1 Les produits par origine

##### 7.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les missions sociales,
- Les frais de recherche de fonds,
- Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF

## 7.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :

- Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),
- Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,
- Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,
- Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

7.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

7.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

7.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

7.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## 7.1.2. Les charges par destination

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## 7.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- Le développement des structures et de l'audience du SPF
- L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

### Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

\* Coûts des missions sociales :

- Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.

\* Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

## 7.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- conception, réalisation et envoi de publipostages,
- recherche et gestion des legs,
- frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- campagne du Don'actions,
- frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- organisation d'initiatives, braderies,
- initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- frais de recherche de subventions publiques.

## 7.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- Locaux,
- administration générale,
- communication.

7.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

7.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2021 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un résultat de 0 € sur 2025 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la Fédération à 127 884 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant l'excédent de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année.

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la Fédération s'élève ainsi à 102 856 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions, créations, apport, et virements de poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mise hors srvc	
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	83 083				27 973	55 110
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	83 083				27 973	55 110
CORPORELLES	Terrains	191 622					191 622
	Constructions sur sol propre	4 237 194		153 311		39 915	4 350 590
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 461 968		170 981		21 926	1 611 022
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 033 243		13 015		7 873	1 038 385
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	391 677		123 769		27 721	487 725
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	352 878		42 068		108 629	286 317
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	7 725		236 258	243 983		
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 676 306		739 403	243 983	206 065	7 965 661	
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	69 742		6 000		5 000	70 742
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	69 742		6 000		5 000	70 742
TOTAL		7 829 131		745 403	243 983	239 038	8 091 514

Amortissements

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Fonds commercial						
	Autres immobilisations incorporelles			40 947	11 022	27 973	23 996
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			40 947	11 022	27 973	23 996
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			1 836 609	77 392	24 526	1 889 476
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement			1 388 099	27 383	15 300	1 400 183
	Instal technique, matériel outillage industriels			1 013 484	4 901	7 537	1 010 848
	Autres Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport			374 934	15 049	554	389 429
	Matériel de bureau, mobilier			320 789	19 539	107 448	232 880
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			4 933 916	144 264	155 364	4 922 816	
TOTAL				4 974 863	155 286	183 337	4 946 811

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients		10 000		10 000
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		10 000		10 000
	TOTAL GENERAL		10 000		10 000
	Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		10 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	65 813	65 813	
	Autres immobilisations financières	4 929	4 929	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	813 639	813 639	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 000	3 000	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	142 200	142 200	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	209 192	209 192	
	Charges constatées d'avance	34 696	34 696	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 273 469</b>	<b>1 273 469</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	375 077	375 077		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	233 186	233 186		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	180 804	180 804		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	6 336	6 336		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	118 270	118 270		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>913 674</b>	<b>913 674</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		172 028
Autres créances		172 028
SUBVENTION D EXPLOITATION	142 200	
PRODUITS A RECEVOIR	29 828	

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		254 291
Dettes fiscales et sociales		153 556
PROVISION/CONGES PAYES	110 451	
AUTRES CHARGES A PAYER	86	
CHARGES SOCIALES/CONGES PA	43 018	
Autres dettes		100 735
CHARGES A PAYER	100 735	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		34 696	34 696
Assurance MACIF			
Location Fenwick 2025/2026			
Eau abonnement 2026			
Documentation / abonnements 2025/2026			
Locations maintenance 2026			
Quadient 2026			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			34 696

FED BB 059 0 00000 000082		Fédération du NORD		2025	16/04/2026 09:46:21
CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	1 063 628	889 412	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central	41 826	23 652	- Dons manuels	759 810	818 789
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	39 204	26 378	- Mécénat	365 227	157 643
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à	5 407	17 696	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	1 150 065	957 138	TOTAL DES RESSOURCES	1 125 037	976 432
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	19 761	36 813	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	44 789	17 519
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	1 169 826	993 951	TOTAL	1 169 826	993 951
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	8 999 832	7 987 126	- Bénévolat	1 062 330	712 115
- Réalisées à l'étranger	24 205	22 964	- Prestations en nature	32 958	43 255
			- Dons en nature	8 123 693	7 397 578
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA	26 619	37 666			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU	168 325	105 193			
TOTAL	9 218 982	8 152 948	TOTAL	9 218 982	8 152 948

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	127 884	108 590
(-) Utilisation	44 789	17 519
(+) Report	19 761	36 813
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	102 856	127 884



Compte de résultat – Evolution des produits d’activités  
inscrits au compte de résultat

Fédération du NORD - FED BB 059 0 00000 000082

Exercice : 2025

En euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	1 443 027	1 765 853
Concours publics et subventions d'exploitations	1 080 487	1 122 791
Dons manuels	759 810	818 789
Mécénats	365 227	157 643
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	964 496	1 101 222
Reprises sur provision et transferts de charges	0	148 559
Utilisations des fonds dédiés	170 046	130 197
Participations des destinataires de la solidarité	336 422	340 102
Produits d'initiatives	416 660	29 053
Autres produits	5 087	13
<b>TOTAL</b>	<b>5 541 263</b>	<b>5 614 221</b>

FED BB 059 0 00000 000082	Fédération du NORD		2025	16/04/2026 09:46:21
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	759 810	759 810	818 789	818 789
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	365 227	365 227	157 643	157 643
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
<b>2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2.1 Cotisations statutaires	186 151		181 146	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	778 345		920 076	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	2 283 633		2 291 578	
<b>3-SUBVENTIONS</b>	1 080 487		1 138 533	
<b>4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0	0	123 375	0
<b>5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	170 046	44 789	130 197	17 519
<b>TOTAL</b>	<b>5 623 699</b>	<b>1 169 826</b>	<b>5 761 337</b>	<b>993 951</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1-MISSIONS SOCIALES</b>				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	4 031 174	1 063 628	4 094 834	889 412
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	345 750	41 826	183 318	23 652
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	106 265	39 204	99 735	26 378
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	14 656	5 407	66 908	17 696
<b>2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	125 924	0	273 326	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	7 059	0	0	0
<b>3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	840 899	0	763 351	0
<b>4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	10 000	0	0	0
<b>5-IMPOT SUR LES BENEFICES</b>				
<b>6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	132 093	19 761	144 219	36 813
<b>TOTAL</b>	<b>5 613 821</b>	<b>1 169 826</b>	<b>5 625 691</b>	<b>993 951</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>9 878</b>	<b>0</b>	<b>135 646</b>	<b>0</b>

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
- Bénévolat	1 062 330	1 062 330	712 115	712 115
- Prestations en nature	32 958	32 958	43 255	43 255
- Dons en nature	8 123 693	8 123 693	7 397 578	7 397 578
<b>2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	0		577	
<b>3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>				
- Prestations en nature	47 954		55 815	
- Dons en nature	2 430 501		2 039 273	
<b>TOTAL</b>	<b>11 697 437</b>	<b>9 218 982</b>	<b>10 248 614</b>	<b>8 152 948</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>				
- Réalisées en France	10 982 389	8 999 832	9 622 740	7 987 126
- Réalisées à l'étranger	78 978	24 205	86 675	22 964
<b>2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>	86 855	26 619	142 163	37 666
<b>3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	549 216	168 325	397 036	105 193
<b>TOTAL</b>	<b>11 697 437</b>	<b>9 218 982</b>	<b>10 248 614</b>	<b>8 152 948</b>